



HAUTES-PYRÉNÉES
LE DÉPARTEMENT

DIRECTION DES ASSEMBLÉES

CONSEIL DEPARTEMENTAL

QUATRIEME REUNION DE 2016

Réunion du vendredi 21 octobre 2016

N°	TITRE	Page
<u>3e Commission - Infrastructures départementales, mobilité</u>		
301	PLAN DE PREVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT	1
302	NOUVELLE POLITIQUE D'ENTRETIEN ROUTIER	4
<u>4e Commission - Education, culture, jeunesse, sport et vie associative</u>		
401	DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT COLLEGES PUBLICS ANNEE 2017	9
<u>5e Commission - Finances, ressources humaines et moyens généraux</u>		
501	BUDGET PRINCIPAL DECISION MODIFICATIVE NUMERO 2	12
502	BUDGET TRANSPORTS DECISION MODIFICATIVE NUMERO 1	21
503	TABLEAU DES EFFECTIFS	23

Séance du 21 octobre 2016

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Georges ASTUGUEVIEILLE, Madame Christiane AUTIGEON, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GLAVANY, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Geneviève ISSON, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Monsieur Frédéric LAVAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Monsieur Bernard VERDIER, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Adeline AYELA à Monsieur José MARTHE, Monsieur Bruno VINUALES à Madame Chantal ROBIN-RODRIGO

Absent(s) excusé(s) : Madame Isabelle LAFOURCADE

PLAN DE PREVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT

DOSSIER N° 301

Monsieur Jean BURON, RAPPORTEUR.

Vu le Budget Primitif 2016 du Conseil Départemental adopté le 25 mars 2016,

Vu le rapport du Président concluant à l'approbation du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).

La directive européenne n°2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement, transposée en droit français par les articles L 572-1 et L 572-11 du code de l'environnement et le décret du 24 mars 2006, impose à chaque Etat membre de réaliser des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), pour les voies dont le trafic est supérieur à 6 millions de véhicules par an, soit 16 400 véhicules par jour (1ère échéance) et pour celles dont le trafic est supérieur à 3 millions de véhicules par an, soit 8 200 véhicules par jour (2^{ème} échéance).

Le Préfet de département a été désigné règlementairement comme autorité compétente pour arrêter et publier les cartes de bruit des infrastructures.

Celles concernant la 1ère échéance ont été publiées en juin 2009.

Celles concernant la 2ème échéance ont été publiées en mai 2013.

Le contenu réglementaire, ainsi que la démarche d'élaboration des PPBE sont décrits dans les textes.

Le Département des Hautes-Pyrénées a donc réalisé un PPBE concernant les sections les plus circulées, soit 95 km sur les 3 000 km que compte le réseau routier départemental.

Le projet de PPBE a été approuvé par l'assemblée départementale lors de sa séance du 23 octobre 2015.

Ce projet de PPBE a ensuite été mis à disposition du public durant 2 mois suivant les termes de l'article R 572-9 du code de l'environnement.

Article R572-9 : le projet de plan comprenant les documents prévus à l'article R. 572-8 est mis à la disposition du public pendant deux mois.

Un avis faisant connaître la date à compter de laquelle le dossier est mis à la disposition du public est publié dans un journal diffusé dans le ou les départements intéressés, quinze jours au moins avant le début de la période de mise à disposition. Cet avis mentionne, en outre, les lieux, jours et heures où le public peut prendre connaissance du projet et présenter ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

Un avis faisant connaître la date à compter de laquelle le dossier était mis à la disposition du public a été publié dans les journaux « La Dépêche » et « la Semaine des Pyrénées » le 17 mars 2016, soit plus de quinze jours avant la mise à disposition du public, qui s'est déroulée du 11 avril au 11 juin 2016. Ces deux avis sont joints au présent rapport.

A l'issue de ces deux mois de consultation, aucune personne n'a émis de remarques grâce à l'adresse mail dédiée, et aucune personne n'a consulté les documents sur place et donc émis une quelconque remarque sur le registre papier.

Toujours à l'issue de cette consultation du public, la réglementation prévoit :

Article R572-11 : le plan de prévention du bruit dans l'environnement et une note exposant les résultats de la consultation prévue à l'article R. 572-9 et la suite qui leur a été donnée sont tenus à la disposition du public au siège de l'autorité compétente pour arrêter le plan. Le plan et la note sont publiés par voie électronique.

- Dans le cas d'espèce, aucune remarque n'ayant été formulée dans le cadre de la consultation du public, il est proposé d'approuver le PPBE tel qu'il a été présenté au stade de projet lors de la session du 23 octobre 2015, qui devient ainsi le PPBE final,
- La transmission à Mme la Préfète des Hautes-Pyrénées du PPBE ainsi approuvé, assorti de la note faisant état des modalités de consultation du public,
- La mise à disposition du public au siège du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées, et sa publication par voie électronique.

Il est proposé d'approuver donc d'approuver le PPBE en y intégrant en annexe n°4 la « note de synthèse de la phase de mise à disposition du projet de PPBE du Département des Hautes-Pyrénées ».

Ce document sera ensuite transmis à Mme la Préfète des Hautes-Pyrénées et publié par voie électronique conformément aux termes de l'article 572.11 du code de l'environnement.

Après avis de la troisième commission,

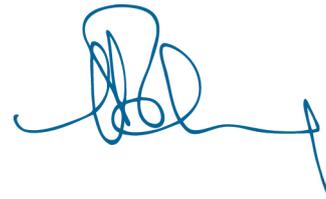
Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique – d'approuver le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) joint à la présente délibération.

Ce document sera transmis à Mme la Préfète des Hautes-Pyrénées et publié par voie électronique conformément aux termes de l'article 572.11 du code de l'environnement.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a vertical line.

Michel PÉLIEU

Séance du 21 octobre 2016

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Georges ASTUGUEVIEILLE, Madame Christiane AUTIGEON, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GLAVANY, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Geneviève ISSON, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Monsieur Frédéric LAVAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Monsieur Bernard VERDIER, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Adeline AYELA à Monsieur José MARTHE, Monsieur Bruno VINUALES à Madame Chantal ROBIN-RODRIGO

Absent(s) excusé(s) : Madame Isabelle LAFOURCADE

NOUVELLE POLITIQUE D'ENTRETIEN ROUTIER

DOSSIER N° 302

Monsieur Laurent LAGES, RAPPORTEUR.

Vu le Budget Primitif 2016 du Conseil Départemental adopté le 25 mars 2016,

Vu le rapport du Président, concluant à l'évolution de la politique d'entretien routier, en effet, le Département des Hautes-Pyrénées détient un patrimoine de 3000 kilomètres de routes départementales.

1 000 kilomètres sont considérés comme réseau structurant (33 %, 1^{ère} et 2^{ème} catégories) alors que les 2 000 autres kilomètres constituent le réseau secondaire du réseau routier départemental.

Des diagnostics de l'état des revêtements des routes ont été successivement réalisés de 2012 à 2014, le réseau routier ayant été sollicité fortement suite à un cycle de 4 ans (2012 à 2015) d'intempéries fortes, voire exceptionnelles dans certains secteurs du Département.

Le constat a mis en évidence que le réseau structurant s'était dégradé avec un taux moyen de réfection des couches de roulement supérieur à 20 ans.

En revanche, et de façon un peu paradoxale, le réseau secondaire conservait un bon niveau de service avec un taux de renouvellement à 15 ans.

Le processus de dégradation des routes n'étant pas linéaire, mais plutôt exponentiel, la qualité des couches de roulement du réseau structurant actuel devenait donc préoccupante, pouvant conduire à la « ruine » de certaines sections à court terme.

Parallèlement, les contraintes budgétaires ne permettent pas d'envisager une augmentation sensible des enveloppes consacrées aux couches de roulement.

Après avis de la troisième commission,

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique - d'approuver les nouveaux principes qui conduiront la politique d'entretien routier du Département des Hautes-Pyrénées pour les années à venir, ainsi que le mode de répartition des enveloppes cantonales qui en découle.

Renouvellement des couches de surface

La politique reste inchangée concernant l'entretien et l'exploitation de la route, l'entretien des ouvrages d'art ou celui des dépendances bleues et vertes.

Seront traitées systématiquement des sections plus longues qu'antérieurement, pour les raisons suivantes :

- Une meilleure organisation de chaque chantier, que ce soit à travers la coordination avec les différents concessionnaires et les projets des collectivités en traverses d'agglomération,
- Une meilleure productivité de chaque chantier, permettant d'optimiser les prix au m² et donc réaliser un programme plus important pour un budget donné,
- Un meilleur suivi des chantiers par nos équipes, gage de qualité de réalisation,
- Une meilleure « visibilité » en externe,

Ce traitement de sections plus importantes ira de pair avec une programmation pluriannuelle des sections à traiter, permettant de mieux préparer les chantiers des années à venir, en anticipant.

La structuration du réseau routier départemental est également revue avec les objectifs suivants :

- **Pour le réseau structurant :**
 - Ramener la part du réseau structurant à environ 20 % du réseau routier total,
 - Identifier au sein du réseau structurant des Itinéraires d'Intérêt Régional (IIR) au sens de la loi NOTRe et des Itinéraires d'Intérêt Départemental (IID),
 - Assurer un taux de renouvellement des couches de roulement ramené à 12 ans dans le cadre de programmes pluriannuels sur des continuités d'itinéraires afin de faciliter les coordinations (concessionnaires de réseau, aménagement des traverses d'agglomération, entretien courant des agences départementales des routes).
- **Pour le réseau secondaire :**
 - Créer dans un souci d'équité territoriale des Liaisons Départementales Prioritaires (LDP) en ramenant leur taux de renouvellement périodique à 15 ans,
 - Assurer un taux de renouvellement pour le reste des Liaisons de Proximité (LP) à 18 ans afin de conserver un bon état global de ce réseau.

La carte jointe illustre cette nouvelle segmentation du réseau routier départemental.

L'incidence budgétaire

Ce changement de politique s'effectuera à budget constant.

Une enveloppe annuelle de 5,6 M€ sera consacrée au réseau structurant (Itinéraires d'Intérêt Régional et Départemental).

Les revêtements réalisés sur les Liaisons Départementales Prioritaires et les Liaisons de Proximité resteront financées sur 3 enveloppes :

- ✓ les enveloppes cantonales (dont 70 % du montant global actuel est consacré en moyenne à la réfection des couches de roulements),
- ✓ les couches de surface,
- ✓ les travaux en régie réalisés par le Parc Routier départemental.

Le tableau ci-après résume la nouvelle répartition :

Catégories	Linéaire	Périodicité	€/km	Budget	
Itinéraires d'Intérêt Régional (IIR) et Itinéraires d'Intérêt Départemental (IID)	609	12	110 000 €	5 600 000 €	Programme Sauvegarde de Chaussées
Liaisons Départementales Prioritaires (LDP)	440	15	60 000 €	4 400 000€	Couches de Surfaces + 70 % des Enveloppes Cantonales + Régie Parc
Liaisons de Proximité (LP)	1914	18	25 000 €		
				10 000 000 €	

Les enveloppes Cantonales

Sont prise en compte dans le montant de l'enveloppe cantonale les Liaisons Départementales Prioritaires et les Liaisons de Proximité dans le calcul de répartition des enveloppes cantonales.

La formule de répartition est adaptée pour pondérer la part des différences de coûts et de périodicité liés aux revêtements des Liaisons Départementales Prioritaires et des Liaisons de Proximité (cf. tableau ci-avant).

A ce titre, un coefficient de 2,4 est introduit : $2,4 = \frac{60\,000}{25\,000}$

La majoration de 30 % pour les routes en zone montagne est maintenue.

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des facteurs susvisés pour chaque canton, avec une répartition théorique en pourcentage (base 100).

	Km Liaison Départementale Prioritaire (x 60/25=2,4)			Km Liaison de Proximité			EC 2017
	Total	Plaine	Montagne (+30%)	Total	Plaine	Montagne (+30%)	
ADOUR RUSTAN MADIRANAIS	37	37	0	259	259	0	10%
AUREILHAN	13	13	0	7	7	0	1%
BORDERES SUR ECHEZ	21	21	0	41	41	0	3%
COTEAUX	36	36	0	346	346	0	13%
HAUTE BIGORRE	8	3	5	81	14	67	4%
LOURDES 1	22	0	22	25	6	19	3%
LOURDES 2	0	0	0	87	2	85	3%
MOYEN ADOUR	19	19	0	63	54	9	3%
NESTE AURE ET LOURON	33	3	29	247	23	224	12%
OSSUN	32	27	5	60	48	12	4%
VALLEE DE LA BAROUSSE	74	30	45	149	81	68	11%
VALLEE DE L'ARROS	108	37	71	292	135	157	20%
VALLEE DES GAVES	27	0	27	120	0	120	7%
VIC EN BIGORRE	6	6	0	122	122	0	4%

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

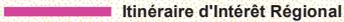
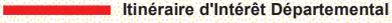
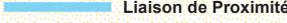
Michel PÉLIEU



Département des Hautes-Pyrénées

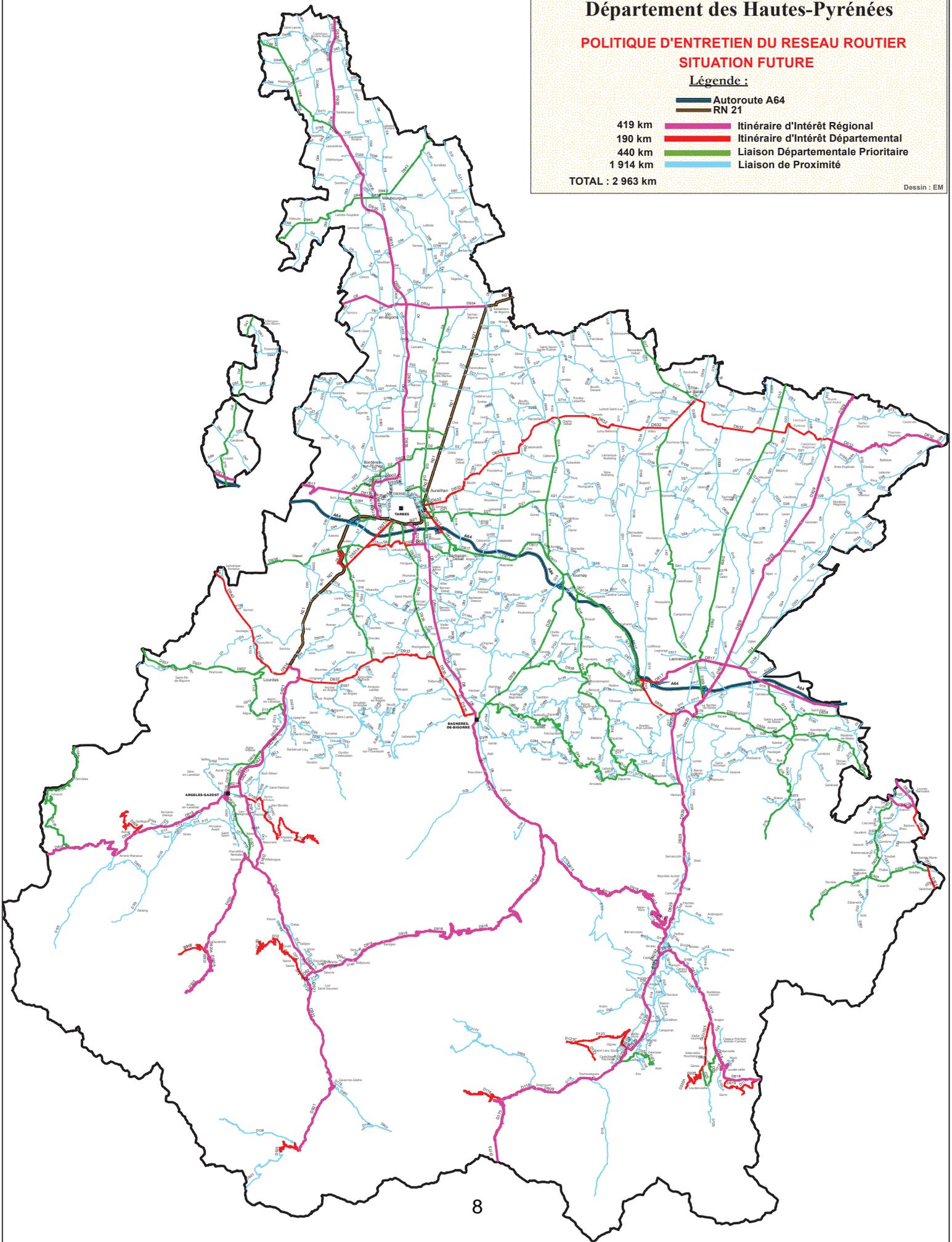
POLITIQUE D'ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER SITUATION FUTURE

Légende :

-  Autoroute A64
-  RN 21
-  419 km Itinéraire d'Intérêt Régional
-  190 km Itinéraire d'Intérêt Départemental
-  440 km Liaison Départementale Prioritaire
-  1 914 km Liaison de Proximité

TOTAL : 2 963 km

Dessin : EM



Séance du 21 octobre 2016

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Georges ASTUGUEVIEILLE, Madame Christiane AUTIGEON, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GLAVANY, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Geneviève ISSON, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Monsieur Frédéric LAVAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Monsieur Bernard VERDIER, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Adeline AYELA à Monsieur José MARTHE, Monsieur Bruno VINUALES à Madame Chantal ROBIN-RODRIGO

Absent(s) excusé(s) : Madame Isabelle LAFOURCADE

**DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT
COLLEGES PUBLICS ANNEE 2017**

DOSSIER N° 401

Madame Monique LAMON, RAPPORTEUR.

Vu le Budget Primitif 2016 du Conseil Départemental adopté le 25 mars 2016,

Vu le rapport du Président qui précise que le Département attribue à chaque collège public une dotation annuelle de fonctionnement qui est à la fois globale et forfaitaire.

Cette dotation est une contribution aux dépenses de fonctionnement de l'établissement, c'est-à-dire à l'ensemble des charges entraînées par l'exercice des missions d'enseignement et d'accueil des élèves. Elle doit être notifiée aux établissements avant le 1^{er} novembre de l'année N pour leur préparation budgétaire de l'année N+1.

La DGF est calculée sur la base de critères fixés par la collectivité.

Les modalités de calcul de la dotation ont été modifiées l'an passé, pour le calcul de la dotation 2016.

Pour rappel, la dotation globale de fonctionnement se compose d'une « part élève » et d'une « part patrimoine ».

Il est à noter que globalement, les dépenses de viabilisation ont été contenues l'année passée, notamment grâce à la météo clémente du dernier hiver ainsi qu'aux travaux d'amélioration énergétique réalisés par le Département.

D'autre part, des outils ont été mis en place courant 2016 en liaison avec les services Bâtiments et Patrimoine qui subissent les mêmes effets des hausses de viabilisation sur l'ensemble du patrimoine du Département. Un audit énergétique général sur tous les bâtiments de la collectivité, y compris les collèges, a été réalisé par un bureau d'études spécialisé. Des groupements de commandes sont également menés et en cours de déploiement pour les établissements souhaitant y adhérer (téléphonie, énergie, contrôles réglementaires des installations techniques, maintenance des automatismes.....). Pour le calcul de la dotation 2018, nous pourrions prendre en compte les éventuelles économies d'échelle.

Le Département des Hautes Pyrénées comporte 3 collèges dans des cités scolaires, dont deux sont gérées par la Région et une par le Département. Chaque cité scolaire applique des modalités de gestion distinctes qui nous empêchent d'avoir une vision claire sur la partie viabilisation correspondant au Collège ou au Lycée. Le travail mené par le cabinet Education et Territoires sur ce sujet-là nous amène à être prudents et à maintenir le mode de calcul antérieur concernant la viabilisation, en l'absence d'éléments d'analyse suffisants. Il est à noter que les conventions de gestion de ces Cités Scolaires que le Département signera avec la Région, préciseront les nouvelles modalités de répartition relatives à la partie viabilisation des collèges. Ces éléments seront intégrés dans le calcul des dotations 2018.

Après avis de la quatrième commission,

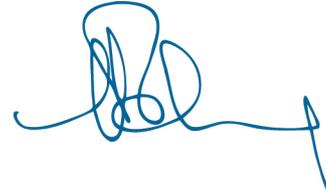
Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d'approuver l'application d'un plafonnement pour chaque collège à +4 et -4%, afin d'assurer une certaine stabilité aux établissements et de contenir une trop forte hausse ou à contrario une baisse trop importante de la dotation,

Article 2 – d'attribuer aux vingt collèges du département les dotations figurant en annexe représentant un montant total de 1 982 843 €, imputé sur le chapitre 932-221/65511, enveloppe 370.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,



Michel PÉLIEU

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT COLLEGES PUBLICS - EXERCICE 2017

Commune	Collège	12/10/2016	PART ELEVE				PART PATRIMOINE		DGF2017			Ecart DGF 2017/2016	DGF2017 plafonnée	Ecart après plaf.	
		Effectifs définitifs 2016-2017	Unité élève	Part élèves	SEGPA	EPS	Part élève totale	Entretien / contrat	Viabilisation	DGF 2017	%élève				%viab
ARGELES-GAZOST	Billières	386	79 €	30 379 €	0 €	1 020 €	31 399 €	24 621 €	40 451 €	96 472 €	33%	42%	2,2%	96 472 €	2,2%
ARREAU	Foch	297	85 €	25 122 €	0 €	1 752 €	26 874 €	6 998 €	42 218 €	76 090 €	35%	55%	1,5%	76 090 €	1,5%
BAGNERES	Odin	578	66 €	38 156 €	0 €	0 €	38 156 €	20 866 €	63 977 €	122 998 €	31%	52%	0,0%	122 998 €	0,0%
LANNEMEZAN	Febus	587	65 €	38 401 €	1 500 €	0 €	39 901 €	22 468 €	84 158 €	146 526 €	27%	57%	-5,5%	148 810 €	-4,0%
LOURDES	Serre de Sarsar	530	69 €	36 669 €	1 100 €	1 512 €	39 281 €	33 598 €	60 811 €	133 690 €	29%	45%	-0,9%	133 690 €	-0,9%
LOURES BAROUSSE	La Barousse	188	92 €	17 256 €	0 €	864 €	18 120 €	3 887 €	26 564 €	48 571 €	37%	55%	6,3%	47 500 €	4,0%
LUZ ST SAUVEUR	Les 3 vallées	94	98 €	9 212 €	0 €	456 €	9 668 €	6 199 €	37 632 €	53 499 €	18%	70%	-4,9%	53 982 €	-4,0%
MAUBOURGUET	Jaures	322	83 €	26 704 €	0 €	2 088 €	28 792 €	6 728 €	41 259 €	76 779 €	37%	54%	2,0%	76 779 €	2,0%
PIERREFITTE	Le Haut Laveda	162	94 €	15 148 €	0 €	768 €	15 916 €	5 194 €	25 420 €	46 529 €	34%	55%	-6,7%	47 867 €	-4,0%
ST LAURENT DE NES	Beaulieu	200	91 €	18 199 €	0 €	1 128 €	19 327 €	5 240 €	29 850 €	54 417 €	36%	55%	-6,2%	55 697 €	-4,0%
SEMEAC	Valery	580	66 €	38 211 €	0 €	1 932 €	40 143 €	11 100 €	44 447 €	95 691 €	42%	46%	0,8%	95 691 €	0,8%
TOURNAY	Val d'Arros	356	81 €	28 724 €	0 €	2 448 €	31 172 €	7 470 €	34 686 €	73 328 €	43%	47%	4,3%	73 084 €	4,0%
TRIE SUR BAÏSE	Astarac	184	92 €	16 938 €	0 €	1 032 €	17 970 €	6 511 €	36 177 €	60 658 €	30%	60%	-3,9%	60 658 €	-3,9%
VIC EN BIGORRE	Mendes-France	626	63 €	39 339 €	1 350 €	0 €	40 689 €	27 736 €	68 499 €	136 924 €	30%	50%	1,9%	136 924 €	1,9%
TARBES - Desaix	Desaix	564	67 €	37 754 €	0 €	0 €	37 754 €	20 626 €	78 462 €	136 842 €	28%	57%	0,4%	136 842 €	0,4%
TARBES - Eluard	Eluard	519	70 €	36 285 €	1 500 €	0 €	37 785 €	20 436 €	65 860 €	124 081 €	30%	53%	-1,8%	124 081 €	-1,8%
TARBES - Hugo	Hugo	669	60 €	40 140 €	0 €	0 €	40 140 €	24 849 €	104 353 €	169 342 €	24%	62%	4,6%	168 294 €	4,0%
TARBES-Massey	Massey	353	81 €	28 552 €	0 €	1 128 €	29 680 €	7 499 €	47 983 €	85 161 €	35%	56%	4,2%	85 037 €	4,0%
TARBES - Pyrénées	Pyrénées	589	65 €	38 454 €	1 400 €	0 €	39 854 €	15 739 €	67 401 €	122 994 €	32%	55%	0,7%	122 994 €	0,7%
TARBES - Voltaire	Voltaire	452	74 €	33 602 €	0 €	0 €	33 602 €	20 459 €	65 294 €	119 355 €	28%	55%	-2,0%	119 355 €	-2,0%
Totaux		8 236		593 244 €	6 850 €	16 128 €	616 222 €	298 221 €	1 065 501 €	1 979 945 €	31%	54%	-0,02%	1 982 843 €	0,13%
													241 €/élève		

PARAMETRES POUR LA PART ELEVE

Modèle linéaire

Effectif minimum	94
Effectif maximum	669
Part élève (eff. Min.)	98 €
Part élève (eff. Max.)	60 €
SEGPA	50 €

Catégories EPS

Très favorable	1	- €
Favorable	2	12 €
Défavorable	3	24 €

PARAMETRES POUR LA PART PATRIMOINE

Entretien couvert / m2	1,20 €
Espaces verts / m2	0,30 €
Contrat / m2 couvert	1,15 €

PLAFONNEMENT VARIATION

Hausse maxi	4%
Baisse maxi	-4%

Séance du 21 octobre 2016

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Georges ASTUGUEVIEILLE, Madame Christiane AUTIGEON, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GLAVANY, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Geneviève ISSON, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur Frédéric LAVAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Monsieur Bernard VERDIER, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Adeline AYELA à Monsieur José MARTHE, Monsieur Bruno VINUALES à Madame Chantal ROBIN-RODRIGO

Absent(s) excusé(s) : Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur David LARRAZABAL

**BUDGET PRINCIPAL
DECISION MODIFICATIVE NUMERO 2**

DOSSIER N° 501

Monsieur Frédéric LAVAL, RAPPORTEUR.

Vu le rapport du Président,

Après avis de la cinquième commission,

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré, (2 voix contre : Mme Ayéla, M. Marthe),

DECIDE

Article unique - d'adopter :

1/ la décision modificative n°2 du budget principal ci-dessous :

Telle qu'annexée.

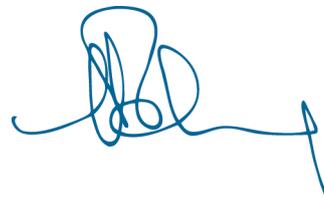
La décision modificative s'équilibre en recettes et dépenses :

- en fonctionnement à : 4 030 577 €,
- en investissement à : 346 934 €.

2/ La mise à jour des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiements (CP).

Telle qu'annexée.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a vertical line.

Michel PÉLIEU

BUDGET PRINCIPAL - CONSEIL GENERAL 65

Décision Modificative n°2
Séance plénière du Conseil Départemental du 21 octobre

FONCTIONNEMENT
RECETTES

DGA	Env	Imputation	Libellé	Voté	Modification proposée	Nouvelle prévision
DRAG	47039	941-01/73261	Péréquation DMTO classique	2 447 000,00	1 547 619,00	3 994 619,00
DRAG	44167	941-01/73125	Péréquation ad hoc AIS	6 553 382,00	-43 963,00	6 509 419,00
DRAG	44087	941-01/73122	Fonds de péréquation CVAE	700 000,00	119 921,00	819 921,00
Ajustement dotations versées par l'Etat				9 700 382,00	1 623 577,00	11 323 959,00
DSD	34018	9355-550/747811	Dotation versée au titre de l'APA	11 200 000,00	2 070 000,00	13 270 000,00
DSD	47138	9355-550/747881	Concours CNSA Forfait autonomie APA	0,00	11 000,00	11 000,00
DSD	47139	9355-550/747882	Concours CNSA Actions préventives APA	0,00	326 000,00	326 000,00
Recettes nouvelles				11 200 000,00	2 407 000,00	13 607 000,00
Ajustement recette d'ordre				0,00	0,00	0,00
TOTAL					4 030 577,00	

**FONCTIONNEMENT
DEPENSES**

DGA	Env	Imputation	Libellé	Voté	Modification proposée	Nouvelle prévision
DDL	46136	9356-564/6574	Dispositif avance subventions FSE	354 330,00	35 850,00	390 180,00
DSD	42057	9355-551/651142	APA à domicile versée au bénéficiaire	30 177 033,20	900 000,00	31 077 033,20
DSD	47156	9355-550/6568	Forfait autonomie	0,00	16 038,00	16 038,00
DSD	47157	9355-550/6574	Subventions actions préventives - conférence des financeurs	0,00	300 000,00	300 000,00
DSD	47158	9355-550/62878	Aides à la personne - conférence des financeurs	0,00	166 265,00	166 265,00
DSD	44049	9356-567/65171	AIS - RSA - Allocations forfaitaires	23 400 000,00	2 600 000,00	26 000 000,00
Crédits nouveaux				53 931 363,20	4 018 153,00	57 949 516,20
DRH	10109	935-50/64111	Rémunération principale personnel titulaire	1 132 200,00	-15 000,00	1 117 200,00
DRH	46292	9356-561/64131	Rémunération personnel non titulaire	63 630,00	15 000,00	78 630,00
DRH	46217	935-51/64118	Indemnités personnel titulaire	553 800,00	-10 000,00	543 800,00
DRH	46294	9356-561/6453	Cotisations caisses de retraites	208 700,00	10 000,00	218 700,00
DRH	46361	936-622/64118	Indemnités personnel titulaire	1 792 250,00	-30 000,00	1 762 250,00
DRH	46328	9356-564/64131	Rémunération personnel non titulaire	188 520,00	30 000,00	218 520,00
DRH	46349	936-621/64118	Indemnités personnel titulaire	196 380,00	-10 000,00	186 380,00
DRH	46329	9356-564/6451	Cotisations URSSAF	136 814,00	10 000,00	146 814,00
DRH	46443	932-221/64131	Rémunération personnel non titulaire	440 000,00	-50 000,00	390 000,00
DRH	10020	930-0201/64111	Rémunération principale personnel titulaire	3 665 427,82	50 000,00	3 715 427,82
DRH	10134	936-60/64118	Indemnités personnel titulaire	734 500,00	-30 000,00	704 500,00
DRH	10030	930-0201/6453	Cotisations caisses de retraites	1 213 460,00	30 000,00	1 243 460,00
DRH	46461	936-61/64111	Rémunération principale personnel titulaire	110 750,00	-5 000,00	105 750,00
DRH	46183	930-0201/6336	Cotisations au CNFPT et au CIG	40 300,00	5 000,00	45 300,00
DRH	46353	936-621/6451	Cotisations URSSAF	215 210,00	-15 000,00	200 210,00
DRH	46172	930-0202/64111	Rémunération principale personnel titulaire	238 000,00	15 000,00	253 000,00
DRH	10109	935-50/64111	Rémunération principale personnel titulaire	1 132 200,00	-10 000,00	1 122 200,00
DRH	46186	934-41/64111	Rémunération principale personnel titulaire	1 511 000,00	10 000,00	1 521 000,00
DRH	45067	935-50/64131	Indemnités de stage	56 540,00	-30 000,00	26 540,00
DRH	46186	934-41/64111	Rémunération principale personnel titulaire	1 511 000,00	30 000,00	1 541 000,00
DRH	46217	935-51/64118	Indemnités personnel titulaire	543 800,00	-10 000,00	533 800,00
DRH	46200	934-42/64111	Rémunération principale personnel titulaire	177 500,00	10 000,00	187 500,00
DRH	46361	936-622/64118	Indemnités personnel titulaire	1 792 250,00	-100 000,00	1 692 250,00
DRH	208	930-0202/6568	Participations titres de repas	1 086 000,00	100 000,00	1 186 000,00
DRH	10152	938-80/64111	Rémunération principale personnel titulaire	81 320,00	-40 000,00	41 320,00
DRH	208	930-0202/6568	Participations titres de repas	1 186 000,00	40 000,00	1 226 000,00
DRH	46389	939-91/64111	Rémunération principale personnel titulaire	344 976,00	-20 000,00	324 976,00
DRH	208	930-0202/6568	Participations titres de repas	1 226 000,00	20 000,00	1 246 000,00
DRH	91037	936-621/60636	EPI et vêtements de travail routes	210 000,00	-8 235,26	201 764,74
DRH	34063	932-221/60636	EPI et vêtements de travail collègues	32 000,00	8 235,26	40 235,26
DRH	46113	930-0202/6478	Remboursement agents FIPHFP	9 029,00	-2 000,50	7 028,50
DRT	91008	936-621/6068	Autres fournitures pour entretien RD	53 617,30	2 000,50	55 617,80
DSD	47059	935-50/615221	Entretien de bâtiments	60 000,00	-1 800,00	58 200,00
DRAG	472	930-0202/6064	Fournitures de bureau	40 000,00	1 800,00	41 800,00
Virements internes à la section				21 983 174,12	0,00	21 983 174,12
DDL	47018	937-74/65735	Ingénierie territoriale	150 000,00	-23 773,00	126 227,00
DDL	46026	937-72/6574	MAO diffusion programme départemental habitat	15 000,00	6 263,00	21 263,00
Transferts entre sections				165 000,00	-17 510,00	147 490,00
DRAG	518	952-01/022	Dépenses imprévues fonctionnement	6 448 841,01		6 448 841,01
DRAG	10354	953-01/023	Virement à la section d'investissement	26 817 843,00	29 934,00	26 847 777,00
TOTAL					4 030 577,00	

**INVESTISSEMENT
RECETTES**

DGA	Env	Imputation	Libellé	Voté	Modification proposée	Nouvelle prévision
DRT	47123	923-01/16875	Intégration quote-part emprunt aménagement ZAC PYRENIA	0,00	317 000,00	317 000,00
			Ajustement de recettes	0,00	317 000,00	317 000,00
DRAG	10353	951-01/021	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	26 817 843,00	29 934,00	26 847 777,00
			TOTAL		346 934,00	

**INVESTISSEMENT
DEPENSES**

DGA	Env	Imputation	Libellé	Voté	Modification proposée	Nouvelle prévision
DRT	46047	916-63/204153	Intégration quote-part emprunt aménagement ZAC PYRENIA	326 261,00	317 000,00	643 261,00
DEB	45027	900-0202/231311	Immobilier de bureau	1 384 934,59	490 000,00	1 874 934,59
DEB	43009	901-11/231318	Grosses réparations gendarmeries	112 000,00	35 000,00	147 000,00
DEB	43022	905-50/231313	Travaux MDS + DRT Agence Bagnères de Bigorre	420 000,00	100 000,00	520 000,00
Crédits nouveaux				2 243 195,59	942 000,00	3 185 195,59
DEB	43014	900-0202/2031	Frais d'études	25 346,78	-8 000,00	17 346,78
DEB	43001	902-221/2031	Frais d'études collèges	32 043,48	-10 000,00	22 043,48
DEB	46051	902-221/231312	Réhabilitation collège Massey	193 000,00	-145 000,00	48 000,00
DEB	47029	902-221/231312	Réhabilitation collège Arreau	56 000,00	-15 000,00	41 000,00
DEB	43013	903-32/231314	Travaux HPSN	32 347,12	-10 000,00	22 347,12
DEB	45097	903-313/231314	Travaux médiathèque départementale	15 000,00	-10 000,00	5 000,00
DEB	45047	905-50/21313	Acquisitions terrains bâtis bâtiments sociaux	134 000,00	-134 000,00	0,00
Restitution de crédits				487 737,38	-332 000,00	155 737,38
DDL	46035	917-72/20422	Logements privés	160 919,00	-30 000,00	130 919,00
DDL	42127	917-72/20422	Logements privés	188 168,00	30 000,00	218 168,00
DDL	42133	917-71/204142	FEU 2012-2014	239 043,00	-66 822,00	172 221,00
DDL	44141	917-74/204142	PT public 2013-2014	584 081,00	66 822,00	650 903,00
DDL	46036	917-72/204182	Rénovation énergétique OPH65 - 2015-2017	200 000,00	-33 898,00	166 102,00
DDL	42127	917-72/20422	Logements privés	218 168,00	33 898,00	252 066,00
DDL	42208	917-74/20422	PT privés 2011	16 965,00	-6 332,00	10 633,00
DDL	42127	917-72/20422	Logements privés	252 066,00	6 332,00	258 398,00
DDL	42302	917-74/204141	PT public 2012	524,00	-380,00	144,00
DDL	42127	917-72/20422	Logements privés	258 398,00	380,00	258 778,00
DDL	42129	917-72/204182	Rénovation énergétique OPH65 - 2012-2014	300 000,00	-1 804,00	298 196,00
DDL	42127	917-72/20422	Logements privés	258 778,00	1 804,00	260 582,00
DDL	42129	917-72/204182	Rénovation énergétique OPH65 - 2012-2014	298 196,00	-10 000,00	288 196,00
DDL	47017	917-71/204142	Communes urbaines	200 000,00	10 000,00	210 000,00
DRT	43057	906-621/23151	Grosses réparations sur RD	10 031 961,45	-115 000,00	9 916 961,45
DRT	43050	916-628/204142	Fonds de concours aux communes	675 206,00	115 000,00	790 206,00
DRAG	46016	902-221/2051	Logiciels collèges	79 000,00	-74 000,00	5 000,00
DRAG	46015	902-221/21831	Matériel informatique scolaire	416 800,00	74 000,00	490 800,00
DEB	45025	903-312/231314	Travaux Escaladieu	145 958,00	-15 000,00	130 958,00
DEB	43012	903-312/231314	Travaux Saint Sever de Rustan	370 000,00	15 000,00	385 000,00
Virements de crédits internes à la section				14 894 231,45	0,00	14 894 231,45
DDL	42127	917-72/20422	Logements privés	260 582,00	20 747,00	281 329,00
DDL	42129	917-72/204182	Rénovation énergétique OPH65 - 2012-2014	288 196,00	-6 263,00	281 933,00
DDL	44141	917-74/204142	Politiques territoriales 2013/2014 public	650 903,00	3 026,00	653 929,00
Transfert de crédits entre sections				1 199 681,00	17 510,00	1 217 191,00
DRAG	565	950-01/020	Dépenses imprévues d'investissement	3 709 878,00	-280 576,00	3 429 302,00
TOTAL					346 934,00	

MISE A JOUR DES AP ET LISSAGE DES CP - DM_2

Programme	Objet	Nature de l'opération	Millésime/	Chap	s/fonc	Nature	Montant de l'AP		Variation	Nature du mouvement	Lissage CP Montant avant DM de la ventilation par année	N°LC	Total CP antérieur	Montant des CP en 2016			Total CP 2017	Total CP 2018	Total CP 2019	Total CP 2020	TOTAL CP
							Avant DM	Après DM						Avant DM	Variation	Après DM					
Direction de l'Education et des Bâtiments																					
3BATET	BATIMENTS FRAIS D'ETUDES	Bâtiments frais d'études	2013/1	900	0202	2031	216 498,81	216 498,81	0,00	Lissage CP 2016 vers 2017	antérieur : 104 720,35 2016 : 25 346,78 2017 : 20 000 2018 : 20 000 2019 : 46 431,68 Total : 216 498,81	43014	104 720,35	25 346,78	-8 000,00	17 346,78	28 000,00	20 000,00	46 431,68	0,00	216 498,81
Total des lignes de crédits de l'AP												104 720,35	25 346,78	-8 000,00	17 346,78	28 000,00	20 000,00	46 431,68	0,00	216 498,81	
3BATGR	BATIMENTS GROSSES REPARATIONS	Immobilier de bureaux	2014/1	900	0202	231311	15 000 000,00	15 000 000,00	0,00	Lissage CP 2019 vers 2016	antérieur : 142 837,09 2016 : 1 384 934,59 2017 : 7 835 228,32 2018 : 2 737 000 2019 : 2 900 000 Total : 15 000 000	45027	142 837,09	1 384 934,59	490 000,00	1 874 934,59	7 835 228,32	2 737 000,00	2 410 000,00	0,00	15 000 000,00
Total des lignes de crédits de l'AP												142 837,09	1 384 934,59	490 000,00	1 874 934,59	7 835 228,32	2 737 000,00	2 410 000,00	0,00	15 000 000,00	
3GEND	GENDARMERIES	Grosses réparations Gendarmeries	2013/1	901	11	231318	558 000,00	558 000,00	0,00	Lissage CP 2017 vers 2016	antérieur : 261 524,80 2016 : 112 000 2017 : 90 000 2018 : 90 000 2019 : 4 475,20 Total : 558 000	43009	261 524,80	112 000,00	35 000,00	147 000,00	55 000,00	90 000,00	4 475,20	0,00	558 000,00
Total des lignes de crédits de l'AP												261 524,80	112 000,00	35 000,00	147 000,00	55 000,00	90 000,00	4 475,20	0,00	558 000,00	
3COLET	COLLEGES FRAIS ETUDES	Frais d'études collèges	2013/1	902	221	2031	317 429,96	317 429,96	0,00	Lissage CP 2016 vers 2018	antérieur : 97 124,35 2016 : 32 043,48 2017 : 71 889,58 2018 : 50 000 2019 : 66 372,55 Total : 317 429,96	43001	97 124,35	32 043,48	-10 000,00	22 043,48	71 889,58	60 000,00	66 372,55	0,00	317 429,96
Total des lignes de crédits de l'AP												97 124,35	32 043,48	-10 000,00	22 043,48	71 889,58	60 000,00	66 372,55	0,00	317 429,96	
3COLREH	COLLEGES REHABILITATIONS	Travaux Réhabilitations collèges appartenant au Département	2015/1	902	221	231312	4 638 946,45	4 638 946,45	0,00	Lissage CP 2016 vers 2017 RAS Lissage CP 2016 vers 2017 RAS RAS RAS	antérieur : 145 107,96 2016 : 414 000 2017 : 2 412 838,49 2018 : 1 580 000 2019 : 87 000 Total : 4 638 946,45	46051 (Massey) 46053 (Séméac) 47029 (Arreau) 46054 (Trie) 46096 (Pyrénées) 46141 (Acq.matériel)	0,00 80 470,42 0,00 43 787,54 6 696,00 14 154,00	193 000,00 95 000,00 56 000,00 70 000,00 0,00 0,00	-145 000,00 0,00 -15 000,00 0,00 0,00 0,00	48 000,00 95 000,00 41 000,00 70 000,00 0,00 0,00	1 485 000,00 572 626,03 329 000,00 186 212,46 0,00 0,00	1 580 000,00 0,00 0,00 0,00 0,00 0,00	87 000,00 0,00 0,00 0,00 0,00 0,00	0,00 0,00 0,00 0,00 0,00 0,00	3 200 000,00 748 096,45 370 000,00 300 000,00 6 696,00 14 154,00
Total des lignes de crédits de l'AP												145 107,96	414 000,00	-160 000,00	254 000,00	2 572 838,49	1 580 000,00	87 000,00	0,00	4 638 946,45	
3BATHPSN	HPSN	Travaux HPSN	2013/1	903	32	231314	54 353,28	54 353,28	0,00	Lissage CP 2016 vers 2017	antérieur : 22 006,16 2016 : 32 347,12 Total : 54 353,28	43013	22 006,16	32 347,12	-10 000,00	22 347,12	10 000,00	0,00	0,00	0,00	54 353,28
Total des lignes de crédits de l'AP												22 006,16	32 347,12	-10 000,00	22 347,12	10 000,00	0,00	0,00	0,00	54 353,28	
3BATESC	BATIMENTS ESCALADIEU	Bâtiments Escaladieu Escaladieu agencement et aménagement Escaladieu schéma directeur	2014/1	903	312	231314	1 113 559,96	1 113 559,96	0,00	MAJ PPI + Lissage CP 2016 à partir env.45025 (Escaladieu)	45025 (GEIGR)	589 363,87	145 958,00	-15 000,00	130 958,00	360 196,09	0,00	0,00	0,00	1 080 517,96	
			903	312	2181	47061 (Mobilier)					0,00	3 042,00	0,00	3 042,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 042,00
			903	312	2031	47043 (schéma)					0,00	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
Total des lignes de crédits de l'AP												589 363,87	179 000,00	-15 000,00	164 000,00	360 196,09	0,00	0,00	0,00	1 113 559,96	
3BATSEV	BATIMENTS SAINT-SEVER-DE-RUSTAN	Bâtiments Saint-Sever-de Rustan	2013/1	903	312	231314	800 000,00	800 000,00	0,00	MAJ PPI +Lissage CP 2016 à partir env.45025 (Escaladieu)	antérieur : 197 155,97 2016 : 370 000 2017 : 232 844,03 Total : 800 000	43012	197 155,97	370 000,00	15 000,00	385 000,00	217 844,03	0,00	0,00	0,00	800 000,00
Total des lignes de crédits de l'AP												197 155,97	370 000,00	15 000,00	385 000,00	217 844,03	0,00	0,00	0,00	800 000,00	
3BATMED	BATIMENT MEDIATHEQUE	Travaux bâtiment Médiathèque	2014/1	903	313	231314	120 000,00	120 000,00	0,00	Lissage CP 2016 vers 2017	antérieur : 100 027,70 2016 : 15 000 2017 : 4 972,30 Total : 120 000	45097	100 027,70	15 000,00	-10 000,00	5 000,00	14 972,30	0,00	0,00	0,00	120 000,00
Total des lignes de crédits de l'AP												100 027,70	15 000,00	-10 000,00	5 000,00	14 972,30	0,00	0,00	0,00	120 000,00	
3BATSOCIAU	BATIMENTS SOCIAUX	Travaux MDS + DRT Agence Bagnères	2013/3	905	50	231313	2 100 000,00	2 100 000,00	0,00	Lissage CP 2017 vers 2016	antérieur : 52 844,33 2016 : 1 627 155,67 Total : 2 100 000	43022	52 844,33	420 000,00	100 000,00	520 000,00	1 527 155,67	0,00	0,00	0,00	2 100 000,00
Total des lignes de crédits de l'AP												52 844,33	420 000,00	100 000,00	520 000,00	1 527 155,67	0,00	0,00	0,00	2 100 000,00	

3ACQUI	ACQUISITIONS TERRAINS	Acq.terrains bâtis HPSN	2013/1	903	315	2115	510 350,00	510 350,00	0,00	RAS
		Acq.terrains bâtis Archives		903	32	2115				RAS
		Acq.terrains non bâtis bâtiments sociaux		905	50	2111				RAS
		Acq.terrains bâtis bâtiments sociaux		905	50	2115				RAS
		Acq.terrains bâtis bâtiments sociaux		905	50	21313				Lissage CP 2016 vers 2017
		Acq.terrains non bâtis bâtiments Routes		906	60	2111				RAS

antérieur : 176 350 2016 : 134 000 2017 : 187 000 2018 : 13 000 Total : 510 350	43018	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	43019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	43016	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	44046	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	45047	0,00	134 000,00	-134 000,00	0,00	134 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 000,00
	43017	176 350,00	0,00	0,00	0,00	187 000,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 350,00
Total des lignes de crédits de l'AP		176 350,00	134 000,00	-134 000,00	0,00	321 000,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	510 350,00	

3UNIV	POLE UNIVERSITAIRE	Subv.DUT GC Bât.install (Région)	2014/1	912	23	204122	1 240 000,00	1 771 000,00	531 000,00	MAJ PPI suite augm.AP
		Subv.DUT GC Biens/mobiliers (Région)		912	23	204111				RAS

antérieur : 0 2016 : 199 500 2017 : 311 000 2018 : 729 500	46093	0,00	118 000,00	0,00	118 000,00	511 000,00	942 000,00	0,00	0,00	1 571 000,00
	46094	0,00	81 500,00	0,00	81 500,00	0,00	73 500,00	45 000,00	0,00	200 000,00
	Total des lignes de crédits de l'AP		0,00	199 500,00	0,00	199 500,00	511 000,00	1 015 500,00	45 000,00	0,00

MONTANT TOTAL DES AP - DEB				26 669 138,46	27 200 138,46	531 000,00	
----------------------------	--	--	--	---------------	---------------	------------	--

MONTANT TOTAL DES CP		1 889 062,58	3 318 171,97	293 000,00	3 611 171,97	13 525 124,48	5 515 500,00	2 659 279,43	0,00	27 200 138,46
----------------------	--	--------------	--------------	------------	--------------	---------------	--------------	--------------	------	---------------

Direction des Routes et Transports

3COFINA	COFINANCEMENT	Fonds de Concours aux Communes	2013/1	916	628	20421	6 698 000,00	6 698 000,00	0,00	Augmentation des CP
		Route accès Nistos								
		ZAC Séméac Soues								
		PNB Tarbes Lourdes								
		FdC aux personnes de droit privé								
		Risques avalanches								

antérieur : 1 193 085 2016 : 1 244 331 2017 : 1 253 000 2018 et au delà : 3 007 584 Total : 6 698 000	43050	581 643,00	675 206,00	115 000,00	790 206,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00	146 584,00	2 568 433,00
	43051	195 000,00	0,00	0,00	0,00					195 000,00
	43052	0,00	0,00	0,00	0,00	503 000,00	473 000,00	638 000,00		1 614 000,00
	43053	353 442,00	100 000,00	0,00	100 000,00	50 000,00				503 442,00
	47084	0,00	4 125,00	0,00	4 125,00					4 125,00
	45026	63 000,00	350 000,00	0,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00	1 813 000,00
Total des lignes de crédits de l'AP		1 193 085,00	1 129 331,00	115 000,00	1 244 331,00	1 253 000,00	1 173 000,00	1 338 000,00	496 584,00	6 698 000,00

3SMAI	CONTRIBUTION PYRENIA	Participation aménagement ZAC Pyrenia	2014/1	916	63	204153	3 069 099,07	3 069 099,07	0,00	
		Contribution aménagement ZAC Pyrenia		916	63	204153				

antérieur : 424 832,57 2016 : 840 000,00 2017 : 450 000,00 2018 et plus : 1 354 266,50 Total : 3 069 099,07	46047	326 261,00	326 261,00	317 000,00	643 261,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00	299 577,07	2 169 099,07
	45051	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00	900 000,00
Total des lignes de crédits de l'AP		476 261,00	476 261,00	317 000,00	793 261,00	450 000,00	450 000,00	450 000,00	449 577,07	3 069 099,07

3TRAVRD	GROSSES REPARATIONS ROUTIERES RD	Tvx RD 1 et 2	2013/1	906	621	23151	162 562 000,00	162 562 000,00	0,00	Transfert de CP / Lissage 2016 vers 2017
		GTR								
		Tvx RD 3								
		Grosses Rep sur RD								

antérieur : 68 272 850,67 2016 : 15 891 375,86 2017 : 17 300 000 2018 et au-delà : 61 097 773,47 Total : 162 562 000	43054	5 670 805,30	2 650 000,00	0,00	2 650 000,00	3 400 000,00	4 400 000,00	7 900 000,00	14 150 000,00	38 170 805,30
	43055	5 233 190,76	860 000,00	0,00	860 000,00	3 806 000,00	3 450 000,00	0,00	0,00	13 349 190,76
	43056	9 040 158,66	3 844 414,41	0,00	3 844 414,41	4 094 000,00	3 700 000,00	3 700 000,00	3 700 000,00	28 078 573,07
	43057	48 328 695,95	10 031 961,45	-115 000,00	9 916 961,45	6 000 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00	6 717 773,47	82 963 430,87
Total des lignes de crédits de l'AP		68 272 850,67	17 386 375,86	-115 000,00	17 271 375,86	17 300 000,00	17 550 000,00	17 600 000,00	24 567 773,47	162 562 000,00

MONTANT TOTAL DES AP - DRT				172 329 099,07	172 329 099,07	0,00	
----------------------------	--	--	--	----------------	----------------	------	--

MONTANT TOTAL DES CP		69 942 196,67	18 991 967,86	317 000,00	19 308 967,86	19 003 000,00	19 173 000,00	19 388 000,00	25 513 934,54	172 329 099,07
----------------------	--	---------------	---------------	------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	----------------

Direction de Développement Local

5FDMD	FONDS DEPARTEMENTAL MAITRISE DECHETS	Fonds maîtrise déchets collectivités 2013	2013/1	917	731	204141	1 389 714,00	1 339 714,00	-50 000,00	Diminution d'AP et Lissage des CP
		FDM Déchets collectivités				204142				
		FDM Déchets privés				20421				

antérieur : 464 244 € 2016 : 650 971 € et suivant : 224 499 € Total : 1 339 714 €	43069	118 024,00	373 559,00	0,00	373 559,00	174 499,00	0,00	0,00	0,00	666 082,00
	43070	342 482,00	274 916,00	0,00	274 916,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	667 398,00
	43071	3 738,00	2 496,00	0,00	2 496,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 234,00
Total des lignes de crédits de l'AP		464 244,00	650 971,00	0,00	650 971,00	224 499,00	0,00	0,00	0,00	1 339 714,00

5FDE	FONDS DEPARTEMENTAL ENVIRONNEMENT	FDE Privés	2013/1	917	731	20421	604 162,00	654 162,00	50 000,00	Augmentation de l'AP et lissage des CP
		FDE Collectivités				204142				
		FDE Collectivités				20421				

antérieur : 298 305 € 2016 : 242 006 € et suivant : 113 851 € Total : 654 162 €	43072	160 927,00	45 130,00	0,00	45 130,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 057,00
	43074	59 268,00	19 227,00	0,00	19 227,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 495,00
	43075	78 110,00	177 649,00	0,00	177 649,00	113 851,00	0,00	0,00	0,00	369 610,00
Total des lignes de crédits de l'AP		298 305,00	242 006,00	0,00	242 006,00	113 851,00	0,00	0,00	0,00	654 162,00

5LOG	LOGEMENT	Logements particuliers	2012/1	917	72	20422	1 138 962,00	1 067 718,00	-71 244,00	Diminution d'AP et lissage des CP
------	----------	------------------------	--------	-----	----	-------	--------------	--------------	------------	-----------------------------------

antérieur : 628 679 € 2016 : 188 168 € et suivant : 322 115 € Total : 1 067 718 €	42127	628 679,00	188 168,00	93 161,00	281 329,00	78 859,00	78 851,00	0,00	0,00	1 067 718,00
	Total des lignes de crédits de l'AP		628 679,00	188 168,00	93 161,00	281 329,00	78 859,00	78 851,00	0,00	0,00

5LOG	LOGEMENT	Rénovation Energétique OPH 2012/2014	2012/3	917	72	204182	896 079,00	878 012,00	-18 067,00	Diminution d'AP et lissage des CP
------	----------	--------------------------------------	--------	-----	----	--------	------------	------------	------------	-----------------------------------

antérieur : 596 079 € 2016 : 300 000 € Total : 896 079 €	42129	596 079,00	300 000,00	-18 067,00	281 933,00	0,00	0,00	0,00	0,00	878 012,00
	Total des lignes de crédits de l'AP		596 079,00	300 000,00	-18 067,00	281 933,00	0,00	0,00	0,00	0,00

5LOG	LOGEMENT	Logements privés	2015/1	917	72	20422	1 200 000,00	1 200 000,00	0,00	Lissage des CP
------	----------	------------------	--------	-----	----	-------	--------------	--------------	------	----------------

antérieur : 13 468 € 2016 : 130 919 € et suivant : 1 055 613 € Total : 1 200 000 €	46035	13 468,00	160 919,00	-30 000,00	130 919,00	354 852,00	354 853,00	255 054,00	90 854,00	1 200 000,00
	Total des lignes de crédits de l'AP		13 468,00	160 919,00	-30 000,00	130 919,00	354 852,00	354 853,00	255 054,00	90 854,00

19 Total des lignes de crédits de l'AP

Séance du 21 octobre 2016

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Georges ASTUGUEVIEILLE, Madame Christiane AUTIGEON, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GLAVANY, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Geneviève ISSON, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur Frédéric LAVAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Monsieur Bernard VERDIER, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Adeline AYELA à Monsieur José MARTHE, Monsieur Bruno VINUALES à Madame Chantal ROBIN-RODRIGO

Absent(s) excusé(s) : Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur David LARRAZABAL

**BUDGET TRANSPORTS
DECISION MODIFICATIVE NUMERO 1**

DOSSIER N° 502

Monsieur Jean BURON, RAPPORTEUR.

Vu le rapport du Président,

Après avis de la cinquième commission,

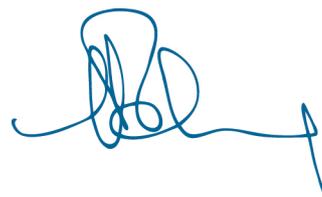
Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique - d'adopter la décision modificative n°1 du budget annexe Transports

Direction	Env	Imputation	Libellé	Voté	Modification proposée	Nouvelle proposition
DRH	1	6411-012	Rémunération principale personnel titulaire	309 417,39	3 500,00	312 917,39
DRH	4	6451-012	URSSAF	52 973,25	1 500,00	54 473,25
DRH	5	6453-012	Caisses de retraites	107 653,05	1 500,00	109 153,05
DRH	10	6414-012	Autres indemnités	65 018,23	3 500,00	68 518,23
DRT	37	6288-011	Participations transports scolaires diverses collectivités	350 000,00	40 000,00	390 000,00
			Virements de crédits	885 061,92	50 000,00	545 061,92
	67	022-022	Dépenses imprévues	50 000,00	-50 000,00	0,00
			TOTAL		0,00	

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,



Michel PÉLIEU

Séance du 21 octobre 2016

Etaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Georges ASTUGUEVIEILLE, Madame Christiane AUTIGEON, Madame Maryse BEYRIE, Madame Josette BOURDEU, Monsieur Jacques BRUNE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur André FOURCADE, Monsieur Jean GLAVANY, Monsieur Jean GUILHAS, Madame Geneviève ISSON, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur Frédéric LAVAL, Madame Isabelle LOUBRADOU, Monsieur José MARTHE, Monsieur Jean-Christian PEDEBOY, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Chantal ROBIN-RODRIGO, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Monsieur Bernard VERDIER, Madame Catherine VILLEGAS.

Avait(aient) donné pouvoir : Madame Adeline AYELA à Monsieur José MARTHE, Monsieur Bruno VINUALES à Madame Chantal ROBIN-RODRIGO

Absent(s) excusé(s) : Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur David LARRAZABAL

TABLEAU DES EFFECTIFS

DOSSIER N° 503

Monsieur André FOURCADE, RAPPORTEUR.

Vu le Budget Primitif 2016 du Conseil Départemental adopté le 25 mars 2016,

Vu le rapport du Président,

Après avis de la cinquième commission,

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1^{er} – d’approuver les transformations d’emploi suite à mobilité ci-après :

1. Direction générale des services

- de supprimer un emploi de directeur,
- de créer un emploi de rédacteur principal de 1^{ère} classe,

suite à la mobilité à la DRH du chargé de mission auprès de la DGS qui détenait le grade de directeur territorial et à l’affectation auprès de la DGS d’un assistant de direction détenteur du grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe.

2. Direction de la solidarité départementale

- de supprimer un emploi de conseiller socio-éducatif,
- de créer un emploi d'assistant socio-éducatif.

Suite au départ à la retraite d'une responsable de MDS dont le grade est conseiller socio-éducatif, le poste a été proposé à la mobilité et pourvu par un agent détenteur du grade d'assistant socio-éducatif.

3. Direction des ressources et de l'administration générale

- de supprimer un emploi de technicien principal de 2^{ème} classe,
- de créer un emploi d'ingénieur principal.

Suite à la mobilité du chef de projet informatique action sociale dont le grade est technicien principal de 2^{ème} classe, le poste a été proposé à la mobilité et pourvu par un agent détenteur du grade d'ingénieur principal.

Article 2 – d'approuver les transformations d'emploi suite à réussite à concours ci-après :

1. Direction de la solidarité départementale - Aide sociale à l'enfance

- de supprimer un emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe,
- de créer un emploi d'assistant socio-éducatif.

A la Direction de la solidarité départementale, un agent contractuel est lauréat du concours d'assistant socio-éducatif. Sa fiche de poste correspond à ce grade.

2. Direction de la solidarité départementale – Direction enfance et familles

- de supprimer un emploi d'adjoint administratif de 1^{ère} classe,
- de créer un emploi de rédacteur.

A la Direction de la solidarité départementale, un agent détenteur du grade d'adjoint administratif de 1^{ère} classe est lauréat du concours de rédacteur. Sa fiche de poste correspond à ce grade.

Article 3 – d'approuver les transformations d'emploi suite à changement de cadre d'emploi ci-après :

1. Direction de l'éducation et des bâtiments

- de supprimer un emploi d'adjoint administratif de 1^{ère} classe,
- de créer un emploi d'adjoint technique des établissements d'enseignement de 1^{ère} classe.

Un agent de la Direction de l'éducation et des bâtiments en poste dans un collège détient actuellement le grade d'adjoint administratif de 1^{ère} classe. Or, ses fonctions relèvent du cadre d'emploi des adjoints techniques des établissements d'enseignement.

2. Direction des routes et des transports

- de supprimer un emploi d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe,
- de créer un emploi d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe.

Un agent de la Direction des routes et des transports détient le grade d'adjoint technique de 1^{ère} classe. Or, cet agent occupe le poste de secrétaire dans une agence des routes. Ses fonctions relèvent du cadre d'emploi des adjoints administratifs.

Article 4 – d'approuver les transformations d'emploi suite à titularisation d'agents contractuels

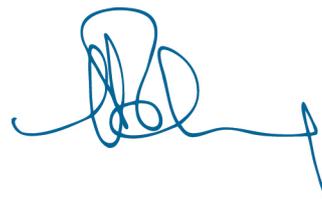
- de supprimer un emploi d'assistant socio-éducatif principal,
- de créer un emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe.

A la Direction de la solidarité départementale, un agent contractuel est en poste dans l'attente du recrutement d'un titulaire depuis 2013.

La titularisation a donc été proposée à cet agent sur le grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe.

Le poste budgétaire utilisé pour cette titularisation est un poste d'assistant socio-éducatif principal.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,



Michel PÉLIEU